23/09/2022

N°33 - 2022

CULTURE viande

FLASH

LES ENTREPRISES FRANÇAISES DES VIANDES

Merci* de votre participation nombreuse

…au 1er Congrès de Culture Viande qui a réuni ce 21 septembre près de 250 personnes.*
Un temps fort qui nous a permis de nous retrouver, d'aborder les thèmes d'actualité
et de formuler les revendications des acteurs du cœur de la filière viandes. »

Gilles Gauthier, Président de Culture Viande

(*) Cliquez sur l'mage pour voir la Vidéo MERCI, en hommage aux salarié(e)s de la viande

La contractualisation : clé de voûte de la pérennité de nos filières et de la souveraineté alimentaire de la France

Les entreprises françaises des viandes réunies à Paris ce 21 septembre au *Congrès de Culture Viande** ont tiré le signal d'alarme : la filière *Élevage & Viande française* est en danger. Après avoir dressé un état des lieux de la situation : décapitalisation du cheptel, flambée des prix des animaux, tsunami des coûts industriels (énergie, emballage, transport), surrèglementation, attaques médiatiques… **le Président Gilles Gauthier** a interpellé l'assistance : « *il est vital pour nos entreprises de répercuter à nos clients distributeurs la hausse inédite de nos intrants* ». Avec responsabilité et courage, il a également été force de propositions :

- à l'échelle européenne, la stratégie *Farm to fork* et le verdissement de la politique agricole commune vont-ils faire table rase de notre potentiel de production, le 1er d'Europe pour le bovin, le 3ème pour le porcin ? Il en va de notre souveraineté alimentaire, comme de la protection de notre territoire. Pour Culture Viande, la proposition de révision de la directive européenne relative aux **émissions industrielles appliquée à tous les élevages** comptant plus de 150 unités de gros bétail, doit être combattue avec force. Elle va à l'encontre du modèle d'exploitation que nous devons privilégier demain pour améliorer la compétitivité de nos éleveurs.
- en France, l'enjeu majeur de nos entreprises et de notre filière est bien aujourd'hui **d'enrayer le mouvement de décapitalisation** de nos cheptels bovins, veaux, ovins et porcins. Nous avons déjà perdu la bataille de l'ovin avec plus de la moitié de notre consommation importée**.**

Pour le porc, avec un repli de l'offre UE de près de 5% et des importations massives de pièces désossées et de charcuterie, qui grèvent notre balance commerciale, il faut imposer *Le Porc Français* en linéaire comme dans les produits transformés.

Concernant le bovin, depuis 2017, notre cheptel laitier s'est amenuisé de 300 000 têtes, 430 000 pour l'allaitant, soit au total un recul de plus de 10% notre offre nationale. En dépit d'une très sensible revalorisation des prix des animaux jusqu'à +45%, notre production continue de s'amenuiser à un rythme inquiétant, près de -3% par mois. La conséquence pour nos abattoirs est sévère : une réduction d'activité de -6 à -8%, mais plus grave encore, c'est l'approvisionnement en viande de nos clients et des consommateurs qui risque, dans les prochains mois, de ne plus être assuré, ouvrant un champ encore plus large aux importations.

Culture Viande a pris la mesure du danger de cette situation, pour notre élevage, nos entreprises du cœur de la filière viandes et notre souveraineté alimentaire. Nous prenons l'engagement de tout mettre en œuvre pour enrayer cette décapitalisation, conforter et sécuriser le revenu des producteurs et redonner des perspectives aux jeunes éleveurs. **La pratique de la cueillette doit laisser place à une sécurisation des approvisionnements par une contractualisation.** *« La contractualisation est la clé de voûte de notre engagement au côté des éleveurs. J'appelle toutes les entreprises de viandes à s'engager pleinement et au plus vite dans les démarches de contractualisation les plus adaptées à leurs besoins, leurs marchés et contraintes pour sécuriser la plus large partie de notre élevage. Ces contrats devront aussi avoir pour vocation de mieux orienter notre production vers la demande des marchés »* a déclaré Gilles Gauthier, Président de Culture Viande *(photo ci-contre)*. ***(*) Podcast audio du congrès : ici - avec les slides des présentations de Philippe Chotteau (Idele), Franck Gardillou (Kantar) et Stéphane Sorin (Collectif Énergie).***

« La viande, il faut y croire ! » *(Jean-Paul Bigard)*

« En novembre 2020, le communiqué de Culture Viande *Filière porcine : à fond, droit dans le mur* avait soulevé nombre de réactions. A l'époque, il s'agissait d'éviter que le porc descende en dessous de 1€. En quelques mois, renversement total de tendance avec l'ouverture du marché chinois. Deux ans plus tard, le porc connaît un record historique à 2€ et malgré cela, on assiste à un retrait de la production et une baisse de la consommation. La notion de filière reste encore à construire autour du produit viande de porc en France. Au rang des champions de l'export et du prix bas, l'Espagne a supplanté le Danemark, alors qu'elle ne dispose pas de toutes les bonnes conditions de production, céréales ou hydriques. Il est encore temps de réagir.

En mars 2020, notre communiqué *Filière bovine : le chaos, et après ?*, alertait sur l'accélération de la décapitalisation : nous faisions état d'une décroissance du cheptel de 650 000 femelles sur 5 ans ; ce chiffre est aujourd'hui à 720 000. La réflexion et les *Assises* engagées pour trouver des solutions se heurtent à la complexité du problème, au premier rang duquel le manque de rémunération des éleveurs. Pour retrouver une souveraineté alimentaire, il va falloir se battre ensemble. C'est ce que font les acteurs du cœur de filière présents en nombre à ce congrès : ils se battent tous les jours pour transformer les animaux en viande, malgré la multiplication des règles qui encadre nos métiers, malgré les crises Covid et la guerre en Ukraine, malgré les velléités véganes. Nos problèmes sont importants et vont en croissant. Les obstacles se multiplient. Il va bien falloir trouver des solutions et faire en sorte que soient évités des errements, comme sur l'énergie et le nucléaire : attention à ne pas nous engager sur de fausses pistes... nous sommes en schéma de décapitalisation ; or, 6 mois après

avoir lancé le cri d'alarme sur la filière bovine, on ne voit pas les premiers signes d'amélioration. Les pays concurrents s'emparent de nos matières premières, les animaux nous échappent pour être expédiés vers l'Italie et l'Espagne notamment. Pour essayer d'endiguer la décapitalisation, il nous faut sécuriser la disponibilité d'animaux qui vont manquer en 2023, sans pour autant que cela joue sur les prix à la hausse : *« le « trop de viande » en Amérique du Sud risque d'exacerber la compétition mondiale et d'entraîner les prix à la baisse »*. En conclusion M. Bigard a encouragé les entreprises, quelle que soit leur taille et leur localisation, à se battre et croire en leur avenir. Pour sa part, il a réaffirmé toute sa détermination pour continuer à travailler pour le devenir des filières *Élevage & Viande*.

« Souveraineté alimentaire & rémunération de la filière vont de pair » *(Christiane Lambert)*

Christiane Lambert, Présidente de la FNSEA est intervenue dans un esprit constructif de filière en tribune du Congrès de Culture Viande ce 21 septembre. Fait majeur à retenir à l'amont : la transition climatique, avec une élévation des températures et une raréfaction de l'eau qui vient à manquer dans nos élevages. L'autonomie fourragère est très fortement impactée par la sécheresse. Ce nouveau contexte climatique passe par la mise en place d'un système assurantiel. « *Mais il n'y aura pas d'agriculture sans eau !* » Si ce facteur environnement impacte la décapitalisation, il faut rappeler que *« l'agriculture joue un rôle énorme en faveur de l'environnement : avec la captation du carbone de nos 13 millions d'ha de prairies, nos 700 000 tonnes de carbone qui sont maintenant sur le marché du carbone sont achetées par les avionneurs ! »*. La question de la dénomination des viandes pour nos productions bouchères est une bataille à mener ensemble, car *« comme on appelle un chat, « un chat », il faut pouvoir appeler « steak », un steak »*. La tradition bouchère va de pair avec la tradition culinaire de notre pays. Sur le sujet de la viabilité économique de nos filières *Élevage et Viande*, Christiane Lambert s'est félicitée des cours favorables dont bénéficient les producteurs aujourd'hui grâce à la loi Egalim2 qui a sanctuarisé le retour de valeur aux producteurs : *« Il y a non négociabilité de la matière 1ère agricole et nous militons aussi pour qu'il puisse y avoir une répercussion de la matière 1ère industrielle et des coûts industriels dans la construction des prix et dans les conditions générales de vente qui sont présentées par les industriels aux distributeurs ». « La souveraineté alimentaire passe par la sécurisation des rémunérations dans la filière et des prix aux consommateurs : non à la guerre des prix et à la spirale des prix bas ! »*. Sur la contractualisation, Christiane Lambert a rappelé qu'*« elle est un élément de sécurisation de la filière, notamment vis à vis de la décapitalisation de nos élevages »*.

« La rémunération des acteurs, pilier de la souveraineté alimentaire » *(Marc Fesneau)*

Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire *(photo ci-contre)* a participé aux travaux de notre congrès et partagé avec nous ses convictions : *« Rémunération des acteurs, compétitivité et présence sur les marchés, dont notre marché intérieur sont les piliers de la Souveraineté alimentaire »*. Appelant à l'engagement *« dans la voie de la contractualisation, élément de stabilisation, de construction et de planification de la filière »*, il a alerté sur les conséquences du *« dérèglement climatique (qui) va changer notre modèle en élevage, ainsi que tout notre système agricole. Si installer des jeunes constitue une priorité, nous travaillerons ensemble car nous aurons à réfléchir à ce que devront être les outils industriels demain, les évolutions prévisibles, en corrélation avec les évolutions de nos élevages »*.
Sur Egalim, il a indiqué avoir demandé à la DGCCRF que la loi s'applique avec rigueur : *« Sur les pénalités logistiques, les choses vont être assez simples : soit elles cessent, soit on passera par des dispositifs réglementaires ou législatifs »*.
Sur le thème de la révision de la directive européenne relative aux émissions industrielles et l'intégration éventuelle d'un certain nombre d'élevages dans cette directive : *« la position française est claire: la directive telle qu'elle est proposée n'est ni acceptable sur les seuils, ni acceptable sur les contraintes qu'elles feraient peser sur toutes les filières ; je suis actuellement engagé au niveau communautaire dans un travail de conviction auprès des autres pays européens pour que nous dégagions une majorité qui fasse en sorte que nous puissions faire évaluer évoluer les dispositifs »*,
Sur le bien-être animal, en se référant au *Plan abattoir* déployé notamment dans le cadre du plan de relance, il a salué la modernisation d'un certain nombre de sites, d'un point de vue industriel, comme d'un point de vue économique en intégrant la demande sociétale autour du bien-être animal. En invitant les entreprises à montrer leur cadre de travail, il a appelé à mettre en lumière *« les réalités de progrès »* : *« On a besoin des abattoirs ! Pendant la crise COVID, nous étions contents de trouver des femmes et des hommes dans les abattoirs ! »* a-t-il rappelé, invitant à batailler contre la philosophie antispéciste, *« une philosophie mortifère pas uniquement pour la filière d'élevage, mais mortifère pour une certaine idée que nous nous faisons de la société et de la place de l'homme dans cette société ». « Il faut être fier des métiers de nos filières : ils assurent des missions qui servent le pays »*. Sans cela, *« on ne pourra jamais faire du renouvellement de génération (...) Je le ferai en tant que ministre, mais la fierté des métiers, c'est une œuvre collective »*.
En conclusion, le Ministre a indiqué que sa porte est grande ouverte pour relever le défi de la rémunération, celui des grandes transitions et celui de la reconquête de la souveraineté : *« la viande à de l'avenir parce que la souveraineté alimentaire a de l'avenir ! »*

La souveraineté alimentaire n'est pas négociable *(Pascal Perri)*

Pascal Perri, économiste, est intervenu au Congrès de Culture Viande, pour livrer son analyse sur la conjoncture et la situation de la filière et des entreprises des viandes : *« les trois domaines sur lesquels la souveraineté française n'est pas négociable : l'alimentation, l'énergie et la santé »*. Il a invité l'assistance à *« entretenir nos savoir-faire, les bonifier, tirer l'ensemble des opérateurs vers les meilleurs pratiques »*. Sur la défense des dénominations de la viande, nous retenons également son appel à ne pas négliger la guerre des mots : *« la guerre commence par les mots et par le champ lexical : quand oblige son adversaire à utiliser ses propres mots, on a déjà gagné pratiquement la moitié de la bataille »*.
Enfin il a exhorté nos entreprises comme notre filière à plus communiquer *: « vous avez des messages à passer ! »*

MERCI !
Vous êtes +10 000 personnes à suivre Culture Viande
sur s/ Twitter (3157) & s/ LinkedIn (6872) et à partager nos infos sur les réseaux sociaux
Les métiers du Cœur de la filière viandes, des métiers à faire connaître ! ;-)